

## Europe : pérenniser la prospérité

Par Luc Everaert

FMI, Département Europe

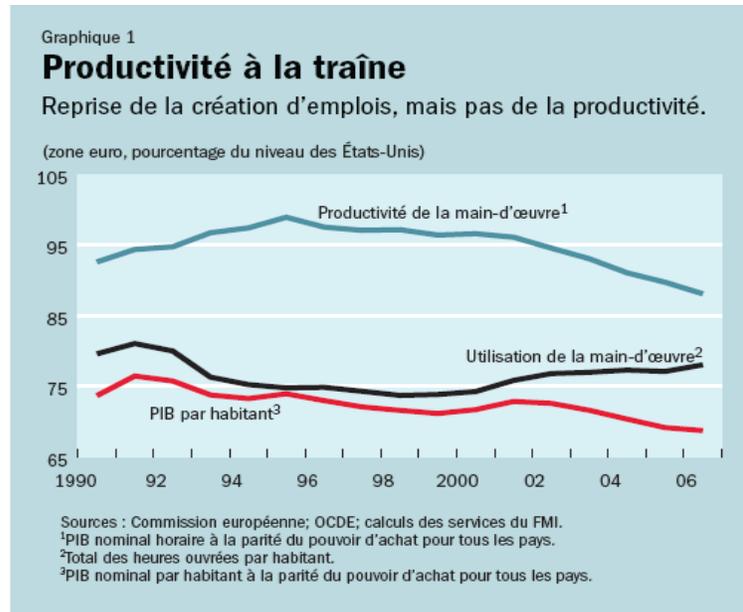
13 juin 2007

- Les perspectives économiques de l'Europe sont les plus favorables pour cette décennie
- Mais les décideurs doivent saisir l'occasion pour mener des réformes axées sur la productivité
- Pour les nouveaux États membres, le défi consistera encore à rattraper harmonieusement le niveau de vie de l'Ouest

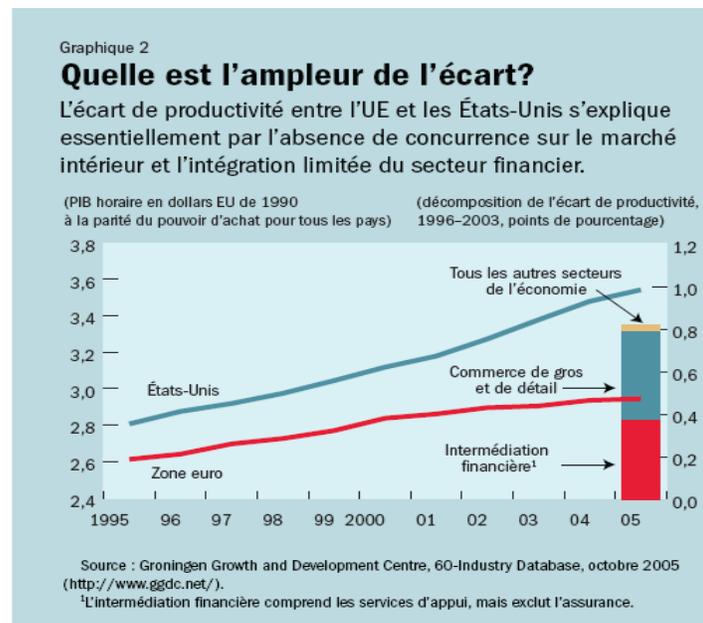
Alors qu'une reprise vigoureuse est en cours dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest et que le niveau de vie des pays d'Europe de l'Est et du centre se rapproche rapidement de celui de leurs voisins plus nantis, la confiance règne dans les 27 pays membres de l'Union européenne (UE). L'Allemagne, principale économie d'Europe, affiche une croissance spectaculaire après des années de marasme, ce qui amène bien des observateurs à conclure que le pays a enfin terminé son ajustement à l'unification, survenue en 1990. De plus, l'accession de nouveaux gouvernements en France et au Royaume-Uni donne l'impression d'un regain d'optimisme. En outre, dans la plupart des pays d'Europe centrale et de l'Est, où se trouvent les nouveaux États membres de l'UE, la croissance est forte — avec un risque de surchauffe dans certaines économies. Cette fois-ci, la prospérité durera-t-elle en Europe? Tout dépendra de la capacité du continent à préserver sa compétitivité dans l'économie mondiale.

Le 23 mai, lors d'une conférence organisée en Estonie sur les perspectives de l'économie européenne, le Directeur général adjoint du FMI, Murilo Portugal, a exprimé sa confiance en la capacité de l'UE à affronter la concurrence internationale. «Mais l'Europe a besoin de redynamiser son intégration économique et financière pour pérenniser la prospérité généralisée qui suscite l'admiration du monde entier», a-t-il déclaré. Michael Depler, Directeur du Département Europe du FMI, a abondé dans ce sens. S'adressant à la presse le 5 juin sur les perspectives économiques de la zone euro, il a signalé que l'Europe se porte très bien, mais le moment est venu pour les décideurs d'adopter des réformes pour accroître la productivité et assurer les fondements d'une expansion robuste et soutenue.

Même si l'UE n'a pas atteint ses propres objectifs ambitieux en matière d'emploi, l'Europe crée plus d'emplois que les États-Unis depuis 2000. Après un redressement effectif de l'utilisation de la main-d'œuvre, les économies les plus avancées de l'UE doivent désormais viser des améliorations similaires de la productivité du travail (voir graphique 1).



Une ventilation sectorielle de l'écart de productivité croissant par rapport aux États-Unis montre que le problème de l'Europe réside dans le secteur des services. Si l'activité manufacturière jouit d'une position confortable en Europe, les services sont depuis longtemps protégés de la concurrence dans la plupart des États membres. Par conséquent, ce secteur n'a pas encore bénéficié d'une intégration complète au sein de l'Union (voir graphique 2).



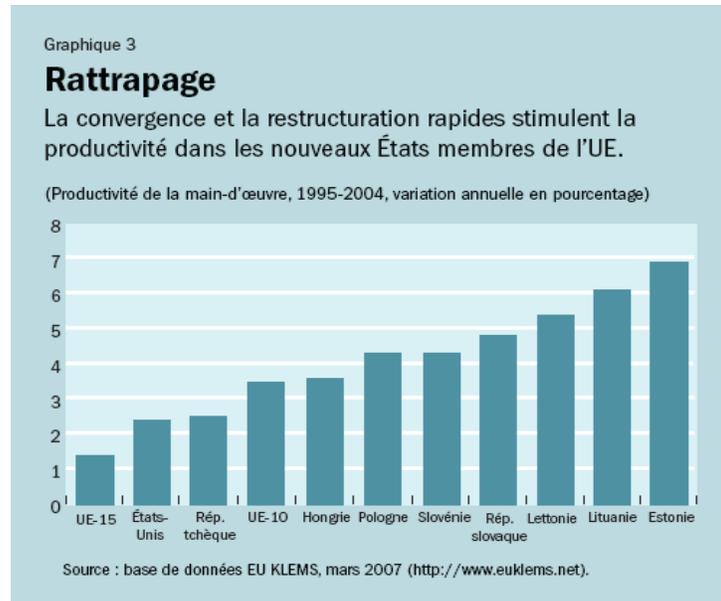
### **Parachever le marché unique**

M. Portugal a souligné la nécessité d'une stratégie de réforme plus complète exploitant les synergies des réformes du marché du travail et du marché des produits, comme en témoigne l'expérience des économies les plus performantes : pays nordiques, Pays-Bas et Royaume-Uni. Ces pays ont en commun une ouverture au reste du monde, une tendance à favoriser les forces du marché par rapport à la régulation, et une volonté manifeste de réformer leurs marchés du travail et leurs régimes de sécurité sociale pour faire face au vieillissement et à la concurrence internationale. À l'évidence, ces politiques ont été fructueuses. La réforme de la sécurité sociale a encouragé un plus grand nombre de personnes à intégrer le marché de travail, tandis que les mesures de libéralisation des marchés de produits et de services ont stimulé la demande de main-d'œuvre.

L'expérience de ces pays nous montre que la promotion du marché unique peut doper la compétitivité. La mise en place d'un marché unique de biens et services vraiment harmonieux permet de concilier les intérêts des anciens et des nouveaux membres de l'Union. C'est ainsi que les anciens peuvent améliorer leur compétitivité internationale. Par exemple, des études montrent que les entreprises allemandes sont devenues plus efficaces en délocalisant une partie de leur production en Europe de l'Est, en réimportant les produits intermédiaires et en exportant les produits finis vers le reste du monde. À leur tour, les nouveaux États membres bénéficient du transfert de savoir-faire inhérent à l'investissement direct étranger. Ils accèdent en outre à d'autres sources de financement dont ils peuvent se servir pour accélérer la convergence des revenus, réalisant ainsi des gains considérables en matière de bien-être (voir l'article connexe sur les flux de capitaux).

### **Assurer un rattrapage harmonieux**

Les nouveaux États membres de l'UE se rapprochent rapidement du niveau de vie de l'Europe de l'Ouest. La plupart ont une croissance deux fois plus élevée que la zone euro, certains affichant même des taux à deux chiffres. La croissance de la productivité de la main-d'œuvre des nouveaux membres est aussi très différente de celle des anciens membres (voir graphique 3). L'Estonie est un cas d'espèce, dont le secteur financier fortement intégré est devenu une source primordiale de croissance. Le rattrapage a été jusqu'ici harmonieux, mais moins rapide et les gains faciles sont sans doute en train de s'épuiser. Par conséquent, si les nouveaux États membres veulent conserver leur primauté, ils devront approfondir les réformes (voir article connexe sur la compétitivité).



Les nouveaux membres de l'UE doivent s'attaquer aux rigidités structurelles qui persistent dans leurs économies s'ils veulent bénéficier d'un rattrapage équilibré. Ils peuvent contribuer à la stabilité économique en renforçant davantage leurs politiques macroéconomiques et en exerçant un contrôle prudentiel rigoureux sur le secteur financier. L'Europe devrait assouplir davantage les marchés du travail, rehausser la compétitivité des marchés de produits et approfondir les marchés financiers pour accroître sa productivité et les rendements attendus par les investisseurs. Évidemment, les programmes de réformes spécifiques doivent être adaptés à la situation de chaque pays (voir les articles connexes sur la Slovénie et la Roumanie).

L'adoption de l'euro offre aux nouveaux États membres la possibilité d'améliorer davantage leurs perspectives de croissance et de réduire les risques afférents à la convergence rapide des revenus. De même que les réformes structurelles sont nécessaires pour accroître la compétitivité, des politiques macroéconomiques avisées sont cruciales pour préserver la stabilité économique. Eu égard aux perspectives favorables de la plupart des pays d'Europe centrale et de l'Est, la poursuite du resserrement graduel de la politique monétaire semble indiquée pour le moment, du moins dans les pays ayant encore une politique monétaire indépendante. Qui plus est, des politiques budgétaires vigoureuses resteront essentielles.

Tous les nouveaux États membres devraient cibler un budget équilibré, voire excédentaire. En ce qui concerne les pays affichant encore d'importants déficits budgétaires (République tchèque, Hongrie, Pologne et République slovaque), une politique d'austérité budgétaire donnerait au secteur privé plus d'espace pour s'épanouir. Dans les pays à croissance très rapide (les trois pays baltes, la Roumanie, la République slovaque et la Slovénie), la

discipline budgétaire permettrait de réduire les pressions salariales et à sauvegarder la compétitivité.

En somme, les nouveaux États membres de l'UE gagneraient à encourager un rattrapage harmonieux du niveau de vie de leurs voisins plus riches en appliquant le type de politiques qui sont nécessaires pour l'adoption de l'euro.